



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université de Paris

Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal,  
Louis-Mourier, Robert Debré, Saint Louis

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) COMMUN AUX 2 LOTS

## MAINTENANCE DES ADOUCISSEURS ET/OU OSMOSEURS ET EQUIPEMENTS – 2 LOTS

**Pouvoir adjudicateur :** Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique -  
Hôpitaux de Paris.

**Représenté par :** Monsieur le Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université de  
Paris

**Lieux d'exécution :**

**LOT1**

**Hôpital Bichat – Claude Bernard**

**Hôpital Beaujon**

**Hôpital Louis Mourier**

**LOT2**

**Hôpital Lariboisière Fernand Widal**

**Hôpital Saint Louis**

**Hôpital Robert Debré**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES PARTIES .....	3
ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE - TYPE .....	3
2.1 : <i>Objet</i> .....	3
2.2 : <i>Type et montant</i> .....	3
2.3 : <i>Durée</i> .....	4
ARTICLE 3 : FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
3.1 : <i>Allotissement</i> .....	4
3.2 : <i>Tranches optionnelles</i> .....	4
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS .....	5
5.1 : <i>Composition des prix</i> .....	6
5.2 : <i>Variation des prix</i> .....	6
5.3 : <i>Régime des taxes</i> .....	7
ARTICLE 6 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION .....	7
6.1 : <i>Commandes</i> .....	7
6.2 : <i>Réception</i> .....	8
ARTICLE 7 : CONTROLE - SUIVI DE L'ACCORD-CADRE.....	8
7.1 : <i>Contrôle</i> .....	8
7.2 : <i>Suivi de l'accord-cadre</i> .....	8
ARTICLE 8 : MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE.....	9
8.1 : <i>Clause de réexamen</i> .....	9
8.2 : <i>Modalités de modifications des références en cours d'exécution</i> .....	9
8.3 : <i>Prestations similaires</i> .....	10
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
9.1 : <i>Transmission des documents</i> .....	10
9.2 : <i>Modifications dans la structure du titulaire</i> .....	11
9.3 : <i>Présentation d'un sous-traitant</i> .....	11
9.4 : <i>Secret professionnel</i> .....	12
9.5 : <i>Accès aux établissements – Identification</i> .....	12
9.6 : <i>Grèves</i> .....	13
9.7 : <i>Vente à des tiers</i> .....	13
9.8 : <i>Connaissance</i> .....	13
ARTICLE 10 : FACTURATION – PAIEMENT .....	13
10.1 : <i>Facturation</i> .....	13
10.2 : <i>Paieement</i> .....	14
10.3 : <i>Avances</i> .....	15
10.4 : <i>Acomptes</i> .....	15
10.5 : <i>Retenue de garantie</i> .....	15
ARTICLE 11 : ASSURANCES .....	15
ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION .....	16
12.1 : <i>Pénalités</i> .....	16
12.2 : <i>Résiliation, Litiges</i> .....	16
ARTICLE 13 : INTERPRETATION / DROIT APPLICABLE.....	17
ARTICLE 14 : LANGUE APPLICABLE .....	17
ARTICLE 15 : TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE .....	17
ARTICLE 16 : DEROGATIONS.....	17

## ARTICLE 1 : DESIGNATION DES PARTIES

Les parties contractantes sont :

- *La personne publique* : Assistance Publique – Hôpitaux de Paris - GHU Nord.
- *Le titulaire* : Le titulaire est l'opérateur économique, prestataire de services, qui conclut le présent accord-cadre avec la personne publique.

Toute modification de régime juridique du titulaire et de nantissement ou cession de créance doivent être adressées à la :

Cellule des Marchés – Hôpital Bretonneau  
23 rue Joseph de Maistre – 75018 PARIS

## ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE - TYPE

### 2.1 : Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'une prestation de service relative à la maintenance des adoucisseurs et/ou osmoseurs et équipements des Hôpitaux de l'AP-HP Nord Université de Paris.

Les sites Beaujon, Bichat – Claude Bernard, Louis Mourier, Lariboisière Fernand-Widal, Saint-Louis et Robert Debré sont composés de bâtiments classés Immeuble de Grande Hauteur et d'Etablissements Recevant du Public (ERP) de la 1<sup>ère</sup> à la 5<sup>ème</sup> catégorie de type U, R et d'établissements annexes de moindre volume.

Le détail des prestations est défini dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot.

### 2.2 : Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2124-2-1°, R2131-16, R2131-17 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique, l'accord cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert.

Il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée en partie par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique).

Le présent accord-cadre comporte des prestations traitées à prix :

- **Mixte**, comprenant une part à prix forfaitaire et une part à prix unitaires traités à bons de commande conformément aux articles R 2162-2 et suivants du Code de la commande publique.

Les prestations à prix unitaires s'exécuteront à la survenance des besoins dans les limites suivantes :

N° lot	Intitulé du lot	Montant minimum	Montant maximum sur la durée globale
1	HOPITAUX BEAUJON – BICHAT ET LOUIS MOURIER	SANS	200 000 €HT
2	HOPITAUX LARIBOISIÈRE FERNAND WIDAL, SAINT-LOUIS, ROBERT DEBRE	SANS	200 000 €HT

Les modalités d'émission des bons de commande sont précisées à l'article 6.1 du présent CCAP.

### 2.3 : Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 48 mois. Cette durée commence à courir le premier jour du trimestre suivant la date de notification.

L'accord-cadre sera cependant résiliable annuellement sans indemnité à la seule demande de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris à la date anniversaire. Elle le notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

## ARTICLE 3 : FORME DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 : Allotissement

Les prestations sont réparties en 2 lots faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct comme suit :

N° lot	Intitulé du lot
1	Sites Beaujon, Bichat et Louis Mourier
2	Sites Lariboisière Fernand Widal, Saint-Louis et Robert Debré

### 3.2 : Tranches optionnelles

Sans objet.

## ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous. Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. - F.C.S., en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'engagement propre à chaque lot dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières suivantes :

→ Pour le lot 1 :

- Annexe 1 DPGF pour la maintenance des osomoseurs et adoucisseurs hopital Bichat
- Annexe 2 DPGF pour la maintenance des osomoseurs et adoucisseurs hopital Beaujon
- Annexe 3 DPGF pour la maintenance des osomoseurs et adoucisseurs hopital Louis Mourier
- Annexe 4 (BPU) pour les hopitaux Bichat, Beaujon, Louis Mourier

→ Pour le lot 2 :

- Annexe 1 : (DPGF) pour la maintenance des osmoseurs et adoucisseurs de l'hôpital Lariboisière Fernand Widal ;
- Annexe 2 : (DPGF) pour la maintenance des osmoseurs et adoucisseurs de l'hôpital Saint-Louis ;
- Annexe 3 : (DPGF) pour la maintenance des osmoseurs et adoucisseurs de l'hôpital Robert Debré ;
- Annexe 4 : (BPU) pour les hôpitaux Lariboisière Fernand Widal, Saint-Louis et Robert Debré.

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) communs aux deux lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatif aux prestations du lot 1 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatif aux prestations du lot 2 et ses annexes :
  - Annexe 1 : Le listing des équipements du site Lariboisière Fernand-Widal ;
  - Annexe 2 : Les documents intégrés dans le dossier intitulé « pièces techniques » ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment sur celles-ci ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix forfaitaires et unitaires hors TVA appliqués aux services et quantités réellement exécutés et/ou livrés.

Ainsi, le contrat est rémunéré à :

- Prix forfaitaire rémunérant la prestation forfaitaire annuelle figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Prix unitaires (main d'œuvre, déplacement et pièces) figurant dans le bordereau des prix unitaires « hors forfait » (partie à bons de commande), selon les éléments de prix figurant dans ladite partie de l'annexe financière de l'Acte d'engagement.

### 5.1 : Composition des prix

**Les prix forfaitaires** comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au pouvoir adjudicateur.

Les prestations relevant de la part forfaitaire annuelle indiquée dans l'acte d'engagement, H.T. et T.T.C., sont définies dans le CCTP ainsi que le contenu des prix.

**Les prix unitaires** sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Chaque prestation de ce type fait l'objet d'un bon de commande spécifique établi par le GHU Nord, sur devis présenté par le titulaire. Toutefois, pour les dépannages hors prix global et forfaitaire de la maintenance corrective, les interventions achevées au cours d'un mois font l'objet d'un devis et d'un bon de commande unique.

Les prix des prestations en régie ou hors BPU sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- *Main d'œuvre*

Ces prestations sont réglées suivant le prix horaire indiqué dans le bordereau de prix unitaires.

- *Fournitures*

Leur prix est réglé selon les prix unitaires, ou les déboursés réels justifiés - remises déduites – et affectés d'un coefficient multiplicateur de règlement, tels que figurant au bordereau de prix unitaires.

Il appartient au titulaire de produire toutes les justifications utiles qui lui sont demandées en ce qui concerne la somme qu'il a réellement déboursée et notamment, le montant de toute remise qui lui a été éventuellement consentie à cette occasion (production à l'appui de sa facturation d'une facture globale et non d'un extrait de facture où seules figurent les fournitures concernées).

### 5.2 : Variation des prix

#### 5.2.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **juillet 2025**, correspondant au mois de remise des offres.

#### 5.2.2 Choix de l'indice de référence

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est le suivant :

- ICHT-IME0 : Indice du cout horaire du travail tous salaires « Industries Mécaniques et Electriques » du mois M0 figurant à l'acte d'engagement ;
- $I_m$  : ICHT-IME : Indice du cout horaire du travail tous salaires « Industries Mécaniques et Electriques » du premier mois de la nouvelle année.

En cas de disparition de l'indice, l'APHP communiquera au titulaire un nouvel indice de substitution.

Chaque prix de la décomposition forfaitaire et/ou du bordereau sera applicable sans révision la première année d'exécution.

Chaque prix sera ensuite révisé le 1<sup>er</sup> mois de la date anniversaire de l'accord-cadre selon la formule ci-après :

$$P = P_0 (0,25 + (0,55 \text{ ICHTrevTS} / \text{ ICHTrevTS}_0) + (0,20 \text{ ICHT-E} / \text{ ICHT-E}_0))$$

Dans laquelle :

P                    prix révisé du marché

P<sub>0</sub>                  prix du marché en cours

- **ICHTrev-TS** indice du cout horaire du travail révisé – tous les salariés – indices mensuels salaires et charges – activités spécialisées, scientifiques et techniques (source INSEE)
- **ICHT-E** indice de prix de production et de distribution de l'eau assainissement, gestion des déchets et dépollution (source INSEE)

**Les valeurs utilisées pour la révision sont :**

- **Pour ICHTrevTS et ICHT-E : les dernières valeurs définitives publiées à la date de révision,**
  - **Pour ICHTrevTS<sub>0</sub> et ICHT-E<sub>0</sub> : les valeurs de juillet 2025.**
- La révision de prix est réalisée à la demande du titulaire sur présentation par celui-ci (au plus tard trois mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre) d'un document faisant apparaître ses prix révisés accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision).

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause sauvegarde : L'augmentation de prix résultant de la clause de sauvegarde est fixé à 5% annuellement

### **5.3 : Régime des taxes**

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

## **ARTICLE 6 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION**

### **6.1 : Commandes**

Elles seront transmises au titulaire par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord-cadre afin de permettre une livraison à la date de début de marché. La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

Si le titulaire de l'accord-cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

**Pour les prestations relevant de la part forfaitaire :** pour chaque trimestre l'APHP établit un bon de commande, dont le montant est calculé d'après ceux des visites à réaliser au cours de ce semestre, tels que figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Le cas échéant, ces montants sont augmentés de celui de la révision des prix.

## **6.2 : Réception**

A l'issue des opérations de vérifications, l'APHP peut prendre l'une des décisions suivantes en application de l'article 30 du CCAG - FCS :

- Admission
- Ajournement,
- Réfaction,
- Rejet.

La réception des prestations sera prononcée par la personne habilitée qui établira un procès-verbal de réception des prestations.

## **ARTICLE 7 : CONTROLE - SUIVI DE L'ACCORD-CADRE**

### **7.1 : Contrôle**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

### **7.2 : Suivi de l'accord-cadre**

Toute non-conformité observée dans la prestation pourra donner lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (28, 29 et 30 du CCAG-FCS) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.



## **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE**

### **8.1 : Clause de réexamen**

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références à l'accord-cadre,
- En cas de modification du programme ou de la nature des prestations ou de leur périodicité dans le cadre des opérations de la part à prix forfaitaire,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution de l'accord-cadre par la modification (cas du bâtiment du Nouveau Lariboisière) ou l'adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement.
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier de l'accord-cadre.
- En cas de variation de prix par évolution de l'inventaire du parc :

Le titulaire est tenu d'assurer la maintenance de toutes les installations objet de son marché, y compris les extensions réalisées durant l'exécution de son marché, qu'elles soient mises en œuvre par lui-même ou par une autre entreprise.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire toutes les modifications intervenant en cours de réalisation par ordre de service (ou simple lettre), y compris les conditions d'environnement ou d'exploitation des locaux. La décomposition du prix global et forfaitaire, remise par le titulaire à l'appui de son offre, peut servir à déterminer le montant des plus ou des moins-values en fonction des modifications intervenues dans l'inventaire du parc objet du présent marché.

Dans l'éventualité d'une fermeture partielle, voire totale d'un bâtiment ou d'un service durant l'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réduire à tout moment le volume des prestations quelle qu'en soit l'importance, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité à ce titre.

Le montant annuel forfaitaire est alors diminué en conséquence sur la base des prix définis dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le titulaire est tenu de fournir au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation spécifique de prise en charge de la maintenance des installations neuves, dès lors que les clauses des trois alinéas précédents ont été mises en œuvre.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

### **8.2 : Modalités de modifications des références en cours d'exécution**

Des modifications de références pourront avoir lieu au cours de l'accord-cadre sous réserve :

- Que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation.

En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit :

Cette demande de changement devra être faite 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par l'AP-HP.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

### 8.3 : Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique le GHU Nord se réserve la possibilité de recourir à des accords-cadres sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires. Il pourra être envisagé de recourir à un accord-cadre sans publicité ni mise en concurrence préalable en cas de défaillance d'un des titulaires des lots objet du présent CCAP. Celui-ci ne pourra être conclu que pour une durée maximale n'excédant pas 12 mois.

## ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 9.1 : Transmission des documents

**Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord-cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les documents listés ci-dessous, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :**

**- Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :**

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du Travail, devront être produits, **tous les 6 mois, à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci**, les documents suivants :

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois,
- Un document garant de l'inscription du titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K Bis, cadre d'identification, ou autres documents, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription),
- Le cas échéant : La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

**- Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :**

Tous les ans, à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- Une attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales au moment où l'APHP lui en fait la demande.
- Les attestations d'assurances mentionnées à l'article 11 du présent CCAP

**- Documents exigibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français :**

Dans l'hypothèse où l'un des titulaires et/ou un sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre était établi hors du territoire français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués au représentant du pouvoir adjudicateur, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R.1263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2. (La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.

En cas d'inexactitude ou de non production de cette liste, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

## **9.2 : Modifications dans la structure du titulaire**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'APHP les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de l'APHP dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent accord-cadre et le titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les plus brefs délais, par lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant les documents justifiant le changement, à l'adresse suivante :

Hôpital Bretonneau  
Cellule des marchés du CHU AP-HP Nord  
23, rue Joseph de Maistre  
75018 PARIS

## **9.3 : Présentation d'un sous-traitant**

En cas de sous-traitance, il sera fait application des articles R 2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, régissant notamment les conditions d'agrément des sous-traitants et les dispositions financières qui seront appliquées.

Les demandes d'acceptation et d'agrément de sous-traitance formulées en cours d'exécution de l'accord-cadre seront adressées à l'acheteur par le titulaire.

Ce document, qui sera dûment complété et signé, devra en outre, pour être complet, être accompagné de toutes les pièces qui y sont listées.

Les documents à remettre par le sous-traitant sont les suivants :

- Une attestation de régularité fiscale prouvant que l'entreprise était à jour de ses obligations fiscales au moment du dépôt
- Une attestation de vigilance prouvant que l'entreprise était à jour de ses déclarations et cotisations sociales pour l'année N-1
- Les documents listés à l'article 9.1 du présent CCAP datant de moins de 6 mois
- Les attestations d'assurances visées au présent CCAP en cours de validité.
- Si l'entreprise sous-traitante est établie hors de France, une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du Code du Travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2

Le titulaire veille à ce que tout sous-traitant agréé, dès lors qu'il intervient plus de 6 mois dans le cadre du présent accord-cadre, renouvelle chaque document, lorsqu'il n'est plus en cours de validité.

#### **9.4 : Secret professionnel**

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

#### **9.5 : Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

**9.6 : Grèves**

**En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables à l'exploitation des installations.**

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

**9.7 : Vente à des tiers**

Le titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché. En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

**9.8 : Connaissance**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît notamment :

- avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation de l'accord-cadre, ainsi que des sites, des lieux et locaux en relation avec l'exécution de celui-ci,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution de l'accord-cadre et s'être parfaitement et totalement rendu compte de sa nature, de son importance et de ses particularités,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents de l'accord-cadre, notamment celles données par le C.C.T.P. et par les annexes financières, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du GHU Nord.

**ARTICLE 10 : FACTURATION – PAIEMENT****10.1 : Facturation**

La dématérialisation des factures est désormais une obligation.

Le titulaire de l'accord-cadre et ses sous-traitants admis au paiement direct utilisent une solution mutualisée, mise à la disposition de l'Etat, dénommée « Chorus », qui permet la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Les décomptes trimestriels de la partie à prix global et forfaitaire et les factures relevant des prestations réalisées dans le cadre du BPU à prix unitaires porteront les indications suivantes :

- La mention « Facture » ;
- La date et le numéro d'ordre de la facture ;
- La référence du bon de commande ;
- Les nom et adresse du titulaire ;

- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928
- Le code service de l'établissement ayant passé commande ;
- Le numéro et la date du marché ;
- La désignation de la prestation exécutée et la date de réalisation ;
- Le montant hors TVA de la part du forfait ou de la prestation à prix unitaire, éventuellement révisé ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TVA comprise ;
- Le montant total des sommes dont le règlement est demandé ;
- Le devis, pour le regroupement des dépannages d'un mois donné ;
- Les pièces justificatives :
  - Attachement des heures en cas de prestation en régie.
  - Facture des fournitures des pièces remis hors TVA en cas de commande d'article hors BPU.
  - Facture de sous-traitance le cas échéant

**Chaque site fera l'objet d'une facturation séparée.**

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités, seront déduites du montant H.T. de la facture.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

## **10.2 : Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application des dispositions de l'article R 2192-11-1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R 2192-10 et 11 du Code de la Commande Publique

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de variation et de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.



**10.3 : Avances**

Le titulaire peut bénéficier de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R 2191-3 à 19 du Code de la commande publique (option B du CCAG-FCS). En cas de demande il devra le préciser dans l'acte d'engagement.

**10.4 : Acomptes**

L'article L2191-4 du code de la commande publique prévoit que les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre au titre du BPU pour une commande supérieure de 50 000 euros ouvrent droit à des acomptes. L'acompte rémunère un service fait dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par le GHU Nord.

**10.5 : Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

**ARTICLE 11 : ASSURANCES**

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

L'accord-cadre fait l'objet d'une « police tous risques chantier » souscrite par le titulaire et établie sur les bases suivantes, au titre de la responsabilité civile :

- dommages corporels : illimitée;
- dommages matériels (y compris les dommages d'incendie, d'explosion, et d'eau) : 1 000 000 €
- vols commis par les agents du titulaire : 15 000 €

Le titulaire justifie de sa souscription à cette police au plus tard dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de son marché, et avant tout commencement d'exécution sous peine de résiliation du marché.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou a souscrites. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve, à tout moment, la possibilité de demander au titulaire la production de sa ou ses polices d'assurance ainsi que la preuve de versement des primes correspondantes.

Le titulaire adresse chaque année l'attestation d'assurance à la cellule des marchés du GHU Nord à la date anniversaire de la notification du marché. En cas de non-présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Il est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure, confirmée par l'avis de réception. A défaut de présentation, le marché est résilié pour faute, à ses frais et risques.

## **ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION**

### **12.1 : Pénalités**

En cas de non-respect des délais contractuels et du planning de maintenance, sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur, il est prévu les pénalités suivantes :

- 200 € HT par 2 heures de retard à compter de la réception de l'appel pour toute demande de dépannage,
- 200 € HT par jour de retard par rapport au calendrier prévisionnel des visites de maintenance préventive.

Les modalités d'application des pénalités dérogent à l'ensemble de l'article 14 du CCAG-FCS. Les pénalités ne sont pas libératoires.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune exonération de pénalité.

Ces pénalités sont déterminées forfaitairement (en €), le cas échéant par jour de retard, et ne sont pas soumises à l'obligation de mise en demeure préalable.

Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le titulaire du présent accord-cadre sera défalqué directement par l'APHP du montant des prochaines factures présentées par ledit titulaire.

Si le montant des pénalités applicables est supérieur au montant de la facture sur laquelle elles apparaissent, la facture laissera apparaître un solde négatif qui sera traité sous forme d'avoir pour les prochaines factures à venir.

### **12.2 : Résiliation, Litiges**

#### **12.2.1 Dispositions générales**

Conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG F.C.S., les différents cas de résiliation s'appliquant au présent accord-cadre sont les suivants :

- Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre (décès, liquidation judiciaire, etc.),
- Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre (difficultés techniques particulières, force majeure),
- Résiliation pour faute du titulaire
- Résiliation pour motif d'intérêt général (aucune indemnité ne sera versée au titulaire dans ce cas).

#### **12.2.2 Exécution aux frais et risque du titulaire**

L'APHP peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire. Dans ce cas, la décision de résiliation mentionnera expressément le recours à cette disposition.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées par l'APHP à l'encontre du titulaire du présent accord-cadre, en raison de ses fautes.



**ARTICLE 13 : INTERPRETATION / DROIT APPLICABLE**

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Dans tous les cas, le droit applicable est le droit français.

**ARTICLE 14 : LANGUE APPLICABLE**

- Si le titulaire est de nationalité française :

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont rédigées en français.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.

- Si le titulaire est de nationalité étrangère :

Les pièces constitutives de l'accord-cadre doivent comporter un exemplaire en langue française ; seul cet exemplaire fait foi entre les parties signataires.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, la langue française sera imposée pour la rédaction de la version définitive des livrables associés aux prestations du titulaire.

**ARTICLE 15 : TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE**

Conformément à l'article R 312-11 du Code de Justice Administrative, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif de Paris, dans le ressort duquel est domicilié l'APHP.

**ARTICLE 16 : DEROGATIONS**

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCAP dérogé	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est
Articles 12.1 du CCAP	Article 14	Pénalités
Article 12.2.1	Article 41	Indemnités pour résiliation pour motif d'intérêt général
Article 4	Article 4.1	Ordre des pièces

⇒ Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, l'APHP remettra sur demande du titulaire l'exemplaire spécial unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement de l'accord-cadre.

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement à l'accord-cadre.